

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Etends tes racines dans les profondeurs inaccessibles aux grands froids du monde»

Encouragement à résister face aux menaces –

A propos d'une brochure¹ de Rudolf Burger sur la situation de la Suisse

ts. Une brochure brève mais très intelligente et rédigée avec amour qui s'intitule «Grossvater, ist's wahr?» paraît à point nommé au moment où la Suisse est l'objet d'attaques incessantes de la part de groupes de la haute finance et de ses porte-parole tels que le *Financial Times* et le *Wallstreet Journal*, appuyés par la social-démocratie allemande, récemment sanctionnée par les électeurs, le dictateur libyen *Kadhafi*, des membres suspects du gouvernement italien, le «Vert» *Cohn-Bendit*, personnage ambigu, et une cinquième colonne constituée de Suisses qui n'aiment plus leur pays et sont tenus en laisse par les forces étrangères susmentionnées. Elle est due à la plume de *Rudolf Burger*, de Burg, éditeur depuis de longues années de la revue *mediawatch.ch* publiée par l'association *Medien-Panoptikum*.

Réagir contre un pouvoir féodal

Son titre, déjà, indique dans quelle situation délicate se trouve la Suisse actuellement, mais il évoque aussi la célèbre question posée par un autre Suisse dans une situation menaçante. A la scène 3 du III^e acte de *Guillaume Tell* de *Friedrich Schiller*, qui se passe sur la fameuse plaine près d'Altdorf, *Walther*, le fils de *Guillaume Tell*, demande à son père: «Père, est-ce vrai que, sur la montagne là-haut, les arbres saignent quand on les frappe avec la cognée?» puis il pose une série d'autres questions aboutissant à la dernière: «Y a-t-il des pays, père, où il n'y a pas de montagnes?». Les montagnes sont le symbole de la liberté pour le poète national *Schiller*, porte-drapeau de la lutte contre l'absolutisme féodal dans son pays. Cependant la grande force de cette scène ne peut être saisie que si l'on considère les célèbres didascalies de *Schiller*: «Prairie près d'Altdorf. Au premier plan, des arbres, au fond le chapeau sur une perche. La vue est fermée par le *Bannberg* au-dessus duquel s'élève un glacier.» puis, plus loin, «*Tell* entre avec son arbalète, conduisant son fils par la main. Tous deux se dirigent vers le devant de la scène et passent devant le chapeau sans en tenir compte.» A la fin de la scène, *Walther* dit à son père «Eh! père, regarde le chapeau là-haut, sur la perche.» et *Guillaume Tell* de répliquer: «Que nous importe le chapeau? Viens, allons-nous-en.»

Tout le monde sait, en Suisse, ce que signifie le chapeau sur la perche et ce qui se passe ensuite: *Tell* est arrêté par les sbires de la grande puissance qui cherche à oppri-



«Pourquoi acceptons-nous que les raiilleurs stipendiés pénètrent dans nos foyers et, pleins d'insolence, arrachent de nos murs la croix et les images de notre patrie?» (photo mt)

mer la liberté de la Suisse centrale, mais il se défend et, avec ses partisans, il parvient à vaincre le tyran *Gessler*, le bailli étranger, dont le chapeau sur la perche symbolise le pouvoir.

C'est de cette liberté et des menaces actuelles du «chapeau sur la perche» qu'il est question dans la brochure de *Burger*, c'est-à-dire des tentatives de mainmise de l'UE sur la Suisse, de l'éloignement des avoirs gérés par nos banques, de l'embrigadement de notre jeunesse dans des armées menant des guerres d'agression dans le monde entier et également de l'avidité des Suisses qui, tels *Rudenz*, recherchent les faveurs du prince, bref de l'attitude des Suisses.

Contre l'influence des médias

«Où va la Suisse? Question à laquelle il est urgent de répondre. Doit-elle monter dans le train d'une Europe nivelée qui s'éloigne de plus en plus de ses racines libérales occidentales? Doit-elle être une étoile de plus sur le drapeau européen ou conserver sa croix blanche sur fond rouge?» La réponse de *Burger* est claire et nette: «La Suisse peut apporter une excellente contribution à l'Europe de demain à condition de rester ce qu'elle est: un modèle de petit Etat qui a la force de rassembler différentes cultures et langues grâce à sa structure fédérale et à une démocratie reposant sur une authentique participation des citoyens.»

Avec cet écrit, *Burger* voudrait «secouer les esprits, montrer où mène la politique d'alignement et comment nous pouvons réagir.»

En transportant le lecteur en 2050 et en faisant poser par une petite fille à son grand-père la question de *Walther*, *Burger* montre aux Confédérés du XXI^e siècle, aliénés et nivelés par les médias, en quoi leur pays est un bien précieux et pourquoi ils doivent tout mettre en œuvre pour défendre ses libertés, ses acquis sociaux et ses efforts de paix. Il est question de démocratie directe, de «nation née de la volonté collective», de monnaie indépendante, de stabilité politique, d'Etat de droit, de sécurité, d'attachement à des valeurs comme le respect d'autrui, l'honnêteté, l'empathie, la solidarité, questions qui sont

d'une brûlante actualité, et pas seulement en Suisse.

«... la tête prise dans le filet qu'ils ont jeté» – les *spin doctors*

Les pays qui nous entourent, voire les pays musulmans, manifestent de la compréhension pour les inquiétudes de la population suisse à propos de la coexistence pacifique, de l'intégration des étrangers et de l'extrémisme politique, inquiétude qui, selon la radio allemande du 5 novembre, ont été confirmées à l'ambassadeur de la Suisse auprès des Nations Unies, *Peter Maurer*, en particulier par des diplomates de pays musulman qui sont eux-mêmes confrontés à l'influence grandissante du *wahabisme*, forme extrême de l'islamisme politique instrumentalisée par les Etats-Unis, comme l'a excellemment montré *Robert Dreyfuss* dans son ouvrage «*Devil's Game: How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam*».²

En outre, le grand-père explique également à sa petite fille pourquoi le consensus s'effrite en Suisse. En effet, l'avidité d'une minorité prend de l'ampleur, de même que la cupidité, la soif de pouvoir ou du moins le désir de servir les puissants, comme celui du personnage de *Schiller*, *Rudenz*, qui aurait trahi son pays et son peuple sans la mise en garde de sa bien-aimée *Berthe* dont les paroles n'ont rien perdu de leur actualité, pour autant que l'on remplace l'Autriche (c'est-à-dire les Habsbourg) par l'Union européenne du Traité de Lisbonne, structure centraliste, antidémocratique et sous la botte des grands groupes industriels.

«*Rudenz*:

Est-ce que je ne veux pas le bien de mon peuple? Est-ce que je ne veux pas lui assurer la paix sous le sceptre puissant de l'Autriche?

Berthe:

C'est la servitude que vous voulez lui assurer. Vous voulez chasser la dernière forteresse qui lui restait encore sur terre. Le peuple sait mieux que vous où est son bonheur. Aucune apparence n'égare son inflexible instinct. Vous avez la tête prise dans le filet qu'ils vous ont jeté.»

Si *Schiller* vivait de nos jours, il évoquerait sans doute les astuces de propagande des *spin doctors*, les dépendances de toutes sortes qui réduisent les Confédérés à l'état de marionnettes actionnées par des réseaux internationaux et transnationaux.

«Mets-toi du côté de ton peuple»

Mais ceux qui ont conscience de ces dépendances – et l'objectif de *Burger* est de permettre cette prise de conscience – peuvent s'en libérer. A la question de *Rudenz*: «Mais comment me libérer? Comment défaire le lacet que je me suis follement passé moi-même autour du cou?», *Berthe* répond: «Déchire-le par une résolution virile. Quoi qu'il puisse en résulter, mets-toi du côté de ton peuple. C'est la place que t'assigne ta naissance.»

Ne serait-il pas indiqué d'envoyer faire un assez long séjour à l'étranger les donneurs de leçons, ceux qui crachent dans la soupe et méprisent leur pays afin qu'à leur retour ils apprécient à sa juste valeur la Suisse, ce havre de paix? A ce propos, *Burger* cite le grand acteur suisse *Walter Roderer* qui, un jour, a justifié son engagement en faveur de la liberté de la Suisse de la manière suivante: «Tout simplement parce que j'aime la Suisse, parce que j'ai beaucoup voyagé dans le monde et que j'ai constaté que la Suisse, malgré toutes ses imperfections, offre à l'individu plus de liberté, de participation et de qualité de vie que n'importe quel autre pays.» Mais, pense *Burger*, il y va de la liberté comme de la santé: la plupart du temps, on n'en reconnaît la valeur que lorsqu'on l'a perdue.

Pourquoi sommes-nous si passifs?

Après sa subtile analyse agrémentée de poèmes, *Burger* réussit à conquérir le cœur des lecteurs, à faire le lien entre la tradition et l'actualité. Voici, par exemple, la dernière strophe du poème intitulé «Pluies amères»:

*Au haut de la tour de télévision,
Là où siègent les raiilleurs,
Les verres tintent.
Mais en bas, sur les arbres,
Dépérissent l'espoir, l'honneur et les rêves.*

Fidèle à son engagement dans la publication *mediawatch.ch*, *Burger* condamne l'abêtissement et la manipulation des gens par les médias et appelle à la résistance, comme dans le poème «Les raiilleurs dans nos foyers»:

*Pourquoi acceptons-nous
Que les raiilleurs stipendiés
Pénètrent dans nos foyers
Et, pleins d'insolence,
Arrachent de nos murs
La croix et les images de notre patrie?*

Restons attachés à la croix blanche, à la Croix-Rouge et à la croix chrétienne

Burger nous invite à rester attachés à nos valeurs, à rester debout, comme le fit la génération du service actif à une époque très difficile: «La croix symbolise la Suisse depuis sa fondation. Soyons fidèle à ce symbole de notre drapeau, à la croix blanche sur fond rouge, à la croix rouge sur fond blanc, à la croix chrétienne, symbole qui, pendant plus de 700 ans, nous a accompagnés et protégés de sa force mystérieuse.»

La population suisse possède encore manifestement cette force. Sinon comment inter-

Suite page 2

Sommaire

Le message écologique de la Suisse a du poids au plan international

page 2

Préparer nos jeunes à la vie

page 3

Discours de Benoît XVI: «La terre est en mesure de nourrir tous ses habitants»

page 4

L'écovillage de Brodowin, dans le Brandebourg

page 6

Le message écologique de la Suisse a du poids au plan international

gl. Depuis plusieurs décennies, la Suisse s'investit dans la politique écologique internationale. Le magazine «environnement» (4/09), publiée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) dans le cadre de la *Conférence mondiale sur le climat* de Copenhague, aborde une quantité de questions environnementales dans une perspective suisse. De la gestion internationale de l'eau à la problématique des différents accords de libre échange en passant par la promotion de la biodiversité, elle aborde les domaines les plus variés dans lesquels la Suisse essaie d'apporter sa contribution au sein de la communauté internationale.

Il faut savoir qu'elle travaille en étroite collaboration avec les pays les plus divers et jouit dans le monde d'une excellente réputation en matière d'environnement. Son influence étonnante pour un petit Etat repose sur une grande compétence et une attitude claire et cohérente sur bien des questions.

Dans celles qui font l'objet de controverses, elle peut offrir ses bons offices, son expérience en matière de diplomatie. Ainsi certains aspects de la *Convention de Bâle*, qui régit les «mouvements transfrontaliers de déchets dangereux», font l'objet de débats. Cette *Convention*, qui a été signée en 1989 et compte aujourd'hui 170 Etats parties, régit le commerce des déchets toxiques et vise leur réduction et leur élimination sans danger. Elle a été complétée en 1995 par un amendement (*BAN-Amendment*) qui interdit l'exportation de déchets toxiques des pays industrialisés vers des pays n'appartenant pas à l'OCDE. Il n'est toutefois pas entré en vigueur car il n'a pas été ratifié par un nombre suffisant de pays. Les négociations sont dans l'impasse parce que deux groupes de pays ne peuvent pas se mettre d'accord sur la question de savoir si l'interdiction doit être absolue ou non. Pour tenter un rapprochement, la Suisse a lancé, avec l'Indonésie, une *country-led-initiative* (CLI) qui a réussi à convaincre 25 autres pays d'élaborer des propositions de compromis permettant de renforcer la *Convention de Bâle*.

En tant que pays non lié à l'UE, la Suisse peut parfois défendre une position en matière d'environnement plus prometteuse que celles des Etats membres qui ne peuvent plus défendre des positions individuelles. Ainsi, à la *Conférence internationale sur les pro-*

duits chimiques, qui s'est tenue en mai 2009 à Genève, la question a été soulevée de savoir comment la communauté internationale devait réglementer la nanotechnologie. La Suisse a proposé d'ajouter au plan d'action un chapitre «nanotechnologie» dans le cadre de la stratégie globale sur les produits chimiques (SAICM). L'UE a montré peu d'intérêt pour cette idée, mais en collaboration avec d'autres pays, la délégation suisse a réussi à emporter la décision de préparer des mesures concrètes.

La Suisse fut le premier pays d'Europe à introduire le pot catalytique, 7 ans avant l'UE. Elle aurait voulu introduire dès 2007 les nouvelles dispositions concernant les gaz d'échappement en vigueur depuis le mois de septembre dans l'UE et dans notre pays, mais ce fut impossible en raison de l'opposition de l'UE et de l'OMC. Ni l'UE ni le Japon ni la Corée du Sud, qui ont une importante industrie automobile, n'étaient d'accord: l'introduction anticipée des nouvelles normes créait une «entrave technique au commerce» et violait les traités internationaux. Cet exemple montre comment des intérêts économiques peuvent empêcher de manière grotesque la protection de l'environnement. Le Conseil fédéral a donc renoncé à l'époque à cette introduction anticipée.

La Suisse estime que les réglementations internationales concernant le commerce et la protection de l'environnement doivent se soutenir mutuellement. C'est cette position que la Suisse a défendue, avec la Norvège, lors du *Sommet mondial sur le développement durable* qui s'est tenu en 2002 à Johannesburg. Certains participants étaient d'avis que le libre échange devait être subordonné au droit de l'environnement.

Les accords de libre échange de l'AELE sont de plus en plus importants. Selon *Martin Zbinden*, responsable des accords de libre échange et de l'AELE au Seco, «la Suisse et l'UE sont à la recherche d'un modèle qui repose sur le dialogue et l'aide technique plutôt que sur les sanctions et les surtaxes douanières. Tandis que lors des cycles de l'OMC, les débats sont souvent difficiles, on peut souvent arriver beaucoup plus rapidement à des résultats dans ceux, plus restreints, de l'AELE.

Jusqu'ici, la Suisse a conclu trois accords bilatéraux de libre échange, le plus important avec l'UE, le dernier en date avec le Japon et

un autre avec les îles Féroé. D'autres sont en préparation. Ainsi, la Suisse et la Chine vont entreprendre une étude commune sur la possibilité d'un accord bilatéral.

Mais la Suisse conclut la plupart de ses accords de libre échange dans le cadre de l'AELE. Il en existe déjà quelque 20, le dernier ayant été signé avec les Etats membres du *Conseil de coopération arabe* (CCA) dont font partie le Bahreïn, le Qatar, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Des accords AELE avec l'Algérie, l'Albanie, la Serbie, la Thaïlande, le Pérou, la Russie, l'Ukraine, l'Inde, Hongkong, l'Indonésie et le Viêt Nam sont en préparation.

Le très instructif magazine «environnement» peut être obtenu gratuitement à l'adresse info@bafu.admin.ch.



«Les petits pays peuvent faire avancer les choses»

Comment est perçue la politique suisse de l'environnement au niveau international? Quels sont ses points forts et ses faiblesses? Et qu'attend-on de nous face aux problèmes écologiques mondiaux? Pour connaître le rôle de la Suisse, «environnement» s'est adressé à Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

«environnement»: *La Suisse fait figure de nain au sein des Nations Unies: elle ne représente guère plus d'un pour mille de la population mondiale. Un si petit pays peut-il faire avancer les choses en politique internationale de l'environnement? Achim Steiner*: C'est justement à ce niveau que les petits pays ont beaucoup d'importance, et cela à deux titres. Ils peuvent d'une part servir d'exemple: dans les années 1970 et 1980, la Suisse*

devançait les autres Etats européens dans la protection de la nature, ce qui lui vaut sa réputation de pionnière. Elle a testé divers éléments d'une politique moderne de l'environnement et, même si le succès ne fut pas toujours au rendez-vous, elle a ainsi acquis une grande expérience qu'elle peut à présent apporter dans le système onusien.

D'autre part, la Suisse participe de manière constructive à la négociation d'accords internationaux. Elle a l'avantage de n'appartenir à aucun bloc économique, ni à l'UE ni au G77. Lorsqu'elle se dote d'une bonne stratégie, elle peut faire fonction de médiatrice, voire jouer un rôle moteur dans certains cas.

De plus, la Suisse n'est pas un pays pauvre. En appliquant des mécanismes ciblés de financement et de soutien en coopération au développement et en politique environnementale, elle peut très bien faire valoir ses priorités.

Source: Magazine «environnement» de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), n° 4/09: *Sur la scène internationale* (page 44), propos recueillis par Hansjakob Baumgartner

* Achim Steiner est depuis 2006 directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Allemand né en 1961 au Brésil, où il a passé son enfance, titulaire d'un master en économie et planification régionale, il était auparavant directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN).

«Etends tes racines dans ...» suite de la page 1

prêter le résultat de la votation sur l'initiative contre la construction de minarets. N'était-ce pas là un signe d'opposition pacifique manifesté par la population qui, depuis assez longtemps, ne se sent plus représentée par les opinions émises dans les médias, qui ne se sent plus représentée par les responsables des partis où règne une obéissance aveugle, qui se sent trahie dans sa recherche de la paix? C'était un appel au débat public sur la question de savoir comment la coexistence pacifique peut être assurée dans un Etat souverain sur la base de sa propre culture. Cet appel s'adresse à tout le monde car chacun est concerné par la crise économique, l'augmentation du chômage, la violence de rue, la dépréciation de la monnaie, l'inflation, etc. Jusqu'ici, la Suisse était très disposée à résoudre ces problèmes de manière pacifique et solidaire. C'est le signal donné par la votation et – mise à part la propagande – c'est ainsi qu'il a été compris dans le monde musulman et par les peuples européens qui, si on les avait consultés, auraient exprimé de la même manière, voire encore plus nettement, leur malaise à propos de la caste politique internationaliste.

Sauvegarder la tradition, la langue, les chants, la religion et l'histoire

Et nous voilà revenus au propos de Burger: Il faut absolument préserver ce petit joyau qu'est la démocratie directe, où le peuple doit toujours avoir le dernier mot. Et cela justement

pour l'Europe, cette structure géante qui n'est pas viable. A tous ceux qui sont sous la domination étrangère, Burger donne de l'espoir en prenant l'exemple de la Lettonie. Ce petit pays balte a été occupé par les Allemands en 1940. Après la bataille de Stalingrad, l'Armée rouge a repris le rôle des Allemands et la Lettonie a subi pendant presque 50 ans le joug soviétique.

Et c'est justement ce pays qui, en 1941, a adressé ses félicitations à la Suisse à l'occasion du 650^e anniversaire de la Confédération, malgré ou à cause de l'occupation étrangère. Par cet exemple, Burger montre ce qui est nécessaire pour surmonter une occupation et, le jour venu, retrouver son indépendance et ses chères traditions. «Le peuple letton, de 3,5 millions d'âmes, a subi pendant 50 ans une occupation étrangère sans perdre son identité. Ses valeurs culturelles d'attachement à la tradition, de langue, de chants, de religion et d'histoire, qui ont été sauvegardées dans les conditions les plus difficiles, se sont révélées une source de force intarissable.»

Et dans le poème «Lettonie 1994», Burger montre qu'aujourd'hui, avec cette liberté retrouvée, les dangers guettent: «Lettonie, ne permets pas que l'esprit du temps ne trouble les cœurs et les intelligences. Reste fidèle à toi-même. Etends tes racines dans les profondeurs inaccessibles aux grands froids du monde.»

Plaidoyer en faveur d'une Suisse humanitaire

Burger insiste sur le fait que les victimes des luttes pour l'indépendance de la Hongrie en

1956 et celles du Printemps de Prague de 1968 ne se sont pas battues pour rien et il appelle à être persévérant. «Nous ne devons jamais perdre espoir et persévérer même si le succès se fait attendre. Seul Dieu sait ce qu'il adviendra. Nous devons respecter ses commandements et mettre à profit notre vie et nos dons.»

A la fin de sa brochure, Burger donne la parole à *Gustav Naville*, de Zumikon (ZH), pour énumérer ces «dons»:

«Qu'est-ce que la Suisse peut être pour le monde?
Un centre de compétence global pour les questions humanitaires,
avec une Croix-Rouge soutenue à nouveau par la Suisse, nation née de la volonté collective,
avec un important corps suisse d'aide humanitaire,
avec une diplomatie des bons offices qui a la confiance méritée de tous les peuples,
avec une armée suisse, solide rempart de la neutralité armée qui se bat dans le pire des cas mais peut aussi constituer une réserve de soldats pour des engagements humanitaires.»

On ne voit guère ce qu'on pourrait ajouter à ces paroles claires qui traduisent à la fois l'amour de la patrie et l'ouverture au monde.

¹ Pour obtenir la brochure, s'adresser à Medien-Panoptikum, 5736 Burg, ou à info@mediawatch.ch

² Robert Dreyfuss, *Devil's Game: How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam*, Metropolitan Books, New York, 2005, ISBN 0-8050-8137-2



Il n'est pas question d'aggraver les peines

L'harmonisation des peines est stoppée par la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf

par Katharina Fontana, Berne

Le Conseil des Etats va bientôt débattre de la demande de durcissement du droit pénal alors que la conseillère fédérale *Widmer-Schlumpf* a renvoyé l'examen annoncé de l'éventail des peines.

Selon le Conseil national, il faut durcir le droit pénal. En juin dernier, une série de propositions ont été faites lors d'une session extraordinaire, qui allaient toutes dans le sens d'un durcissement des peines pour les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle. La ministre de la Justice *Widmer-Schlumpf* a soutenu au nom du Conseil fédéral une grande partie de ces propositions et a laissé entrevoir plusieurs améliorations qui devaient être rapidement prises en considération.

Changement de cap

Entre-temps, l'élan politique a ralenti. On le constate par exemple à propos de la question de savoir si un auteur de coups et blessures ou un fou du volant doivent subir des

peines plus importantes. Depuis longtemps on déplore qu'il existe une disproportion dans les peines, parce que les délits contre la vie et l'intégrité corporelle, comparés aux délits contre les biens, sont sanctionnés de manière trop clémente. Ainsi, pour l'homicide par imprudence ou les coups et blessures avec préméditation, la peine est de deux à trois ans de prison tandis que l'auteur d'un simple vol risque une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Cette critique était partagée par le Conseil fédéral. Aussi la ministre de la Justice a-t-elle maintes fois déclaré qu'il fallait améliorer l'éventail des peines, par exemple allonger les peines de prison maximales de trois à cinq ans pour l'homicide par imprudence. En juin, lors du débat sur le droit pénal au Conseil national, elle a annoncé qu'un projet de loi serait mis en consultation.

Aujourd'hui on n'en parle plus. Selon *Bernardo Stadelmann*, directeur adjoint de l'*Office fédéral de la Justice*, on a changé de

cap. Le projet de loi concernant les peines (par conséquent le durcissement des peines pour les délits contre la vie et l'intégrité corporelle) a été renvoyé à une date ultérieure – cela alors que les travaux étaient manifestement bien avancés et que des propositions étaient déjà prêtes. Selon *Stadelmann*, la raison en est qu'on a mis tout d'abord l'accent sur la modification du système de sanctions (peines pécuniaires, peines privatives de liberté, travail d'intérêt général) et qu'on est en train de préparer des propositions. Le projet de loi devrait être présenté l'année prochaine.

Opposition du Conseil des Etats

Mais on devrait ralentir l'allure également dans le système de sanctions. La Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats

propose au plénum de transformer les motions présentées par le Conseil national – avant tout la suppression des amendes avec sursis et la réintroduction de peine de prison de courte durée – en simples demandes d'examen sans caractère contraignant: Selon *Claude Janiak* (Bâle-Campagne, PS) la Commission ne partage pas la critique assez répandue du nouveau système de sanctions: Le nouveau Code n'est en vigueur que depuis 2007 et on ne va pas de nouveau tout bouleverser.

La Commission juridique du Conseil des Etats s'oppose ainsi aux efforts visant à éliminer les plus gros défauts du nouveau système de sanctions. Si le Conseil des Etats partage cet avis et appelle à la retenue, le rythme de la réforme sera nettement ralenti.

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 18/11/09
(Traduction *Horizons et débats*)

Mauvais signal

Absence de ligne politique claire en matière de droit pénal

Le nouveau système de sanctions en vigueur depuis le début de 2007 a été critiqué à juste titre dès le départ. En particulier la réglementation sur les peines pécuniaires qui ont remplacé les peines de prison de courte durée et qui peuvent être assorties du sursis est une erreur. Il est ridicule que le délinquant qui a commis une faute grave et est condamné à une peine pécuniaire avec sursis s'en sorte mieux que celui qui doit payer une amende pour une infraction mineure. Et il est également discutable qu'il ne soit pratiquement plus possible de prononcer une peine de prison de courte durée. Pour certains délinquants, la menace d'une peine privative de liberté est beaucoup plus dissuasive que la perspective d'une peine pécuniaire, dont l'exécution fait souvent difficulté.

Ces problèmes sont connus. Ils sont également confirmés par les cantons, qui ne sont guère satisfaits de la nouvelle réglementation. Le Conseil des Etats serait donc bien inspiré de soutenir les amendements demandés par le

Conseil national, notamment la suppression des peines pécuniaires avec sursis et la réintroduction des peines d'emprisonnement de courte durée. Afficher la sérénité, comme le souhaite la Commission des affaires juridiques, n'est pas approprié: ce serait envoyer un mauvais signal et cela ne manquerait pas de paralyser les travaux de réforme en cours. Dans ce contexte, la question se pose de savoir si la ministre de la Justice *Eveline Widmer-Schlumpf* s'implique réellement dans le projet de réforme du Code pénal. Sa décision de renvoyer l'examen de l'éventail des peines est en tout cas incompréhensible.

Le travail préliminaire a été réalisé et de plus lourdes peines peuvent être prononcées pour des délits de violence indépendamment du débat politique délicat à propos du système de sanctions. Malheureusement, aucune ligne politique claire en matière de droit pénal n'est en vue.

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 18/11/09
(Traduction *Horizons et débats*)

La population veut un durcissement du droit pénal

me. Il ne se passe pas de jour sans que les journaux de tout le pays nous informent sur de graves actes de violence incompréhensibles commis par des jeunes. Des jeunes femmes donnent des coups de pieds à une personne de cinquante ans avec leurs hauts talons et lui perforent un poumon. On crève un œil à un homme âgé qui devient aveugle. Des promeneurs sont battus par une meute de jeunes et doivent être transportés à l'hôpital. Et tout cela sans raison apparente.

On a l'impression que l'espace public est occupé non par une armée étrangère, mais par des jeunes au comportement déviant. Avant que des professeurs aient étudié, dans leur tour d'ivoire, les causes du phénomène au cours de longues recherches et qu'entre-temps, on ne puisse agir, il faudrait que les habitants envoient un signal à ces petits «Rambo»: «Nous reprenons possession de notre espace public. Vous n'avez aucune chance, nous vous observons, nous vous dénonçons, nous parlons de vous et nous nous mettons en réseau.»

La société civile peut s'organiser. Ensemble, au-delà des frontières administratives et des conflits de compétences, la société peut mobiliser des forces sans qu'il soit nécessaire de créer de nouveaux postes. Elle peut se re-

grouper pour évoquer les problèmes, prendre des décisions, organiser des patrouilles.

Un signal qui peut être donné rapidement consisterait à durcir le Code pénal, même pour les adolescents.

La ministre suisse de la Justice devrait consulter sa mère. Déjà au sujet de l'ordonnance sur la garde d'enfants, totalement mal venue, qui visait à contrôler la moindre personne qui s'occupe de ses petits voisins, c'est elle qui lui a apparemment passé un savon et l'a amenée à lâcher du lest. Peut-être qu'elle pourrait intervenir encore une fois de manière positive pendant le repas de Noël.

La population veut que l'on durcisse les sanctions pénales et que ce signal soit communiqué à la jeunesse. Elle veut que les enseignants, les maîtres d'apprentissage et les responsables politiques adoptent de nouveau une attitude claire et exigent le respect des règles élémentaires. Le gouvernement fédéral pourrait, au lieu de ses affiches stupides (par exemple sur l'assurance invalidité), lancer une campagne de relations publiques, exiger du respect de la part de la jeunesse et lui expliquer les conséquences entraînées par les actes de délinquance. Reprenons possession de l'espace public. Ensemble.

Préparer nos jeunes à la vie

par Elisabeth Nussbaumer, psychothérapeute et enseignante

Récemment, la mère d'un apprenti de 17 ans m'a raconté qu'elle avait demandé à son fils de passer l'aspirateur dans l'appartement pour contribuer à son travail ménager hebdomadaire. La réponse de son fils a été: «Si ça t'en fait trop, embauche donc une femme de ménage.» Cette mère fait elle-même le ménage

chez d'autres gens pour compléter un tant soit peu le salaire de son mari.

Parfois je demande à des enfants comment ils préfèrent aider leur père ou leur mère. Je constate souvent qu'ils me regardent d'un air tout étonné. Ils ne comprennent pas ma question. Aider? Aider à quoi? Ce sont la mère et le père qui sont là pour aider, pas le contraire!

Afin que nos petits soient bien préparés pour l'école maternelle, pour l'école et pour la vie en tant qu'adultes, il faut que nous leur apprenions dès le plus jeune âge à nous aider dans les travaux quotidiens, en fonction de leur âge. Cela fait partie des devoirs éducatifs des parents d'apprendre à leurs enfants que la vie n'est pas un «événement libre-service», mais que dans la vie on a besoin d'eux comme collaborateurs. Un jour, ils seront responsables de leur propre bien, et du bien de leur famille et en tant que citoyens du bien de leur commune et de leur pays. Pour qu'ils soient bien préparés à cela, il faut faire participer les jeunes le plus tôt possible aux travaux quotidiens. Nous devons leur apprendre à collaborer et il faut peu à peu leur confier des responsabilités. Lors d'une récente visite dans une famille de trois enfants, l'aînée m'a fait très plaisir. Elle avait à peine deux ans, et elle a aidé sa mère avec zèle à sortir la vaisselle du lave-vaisselle et à mettre la table. La mère m'a raconté que sa petite fille aimait aussi beaucoup l'aider à faire la cuisine, par exemple elle peut ajouter le sel et le

poivre à la sauce à salade. Si les enfants peuvent grandir de cette manière, ils assumeront avec plaisir les diverses tâches qu'ils auront à résoudre dans la vie. Grâce à ces petites tâches, ils peuvent tôt grandir et devenir plus forts. De pouvoir assumer la responsabilité pour divers devoirs dans la famille fortifie les enfants, les rend conscients de leur propre valeur et renforce leur sentiment social. Ainsi naît la conscience que nous formons un ensemble et qu'il va de soi que chacun contribue autant qu'il peut au bien commun. Le bien de notre famille, c'est notre tâche commune. Je suis important pour mes parents et pour mes frères et sœurs. D'où découle la disposition de contribuer plus tard en tant que citoyen aux tâches communes dans son village ou sa ville. Ainsi l'adolescent gagne la certitude d'avoir une place parmi les gens grâce à sa contribution positive. Il obtient une vision réaliste de la vie et il est mieux préparé pour les tâches de citoyens dans une démocratie. Coopérer prépare à la vie, l'hôtel restaurant libre-service de maman et papa transmet, par contre, une conception toute fautive, loin de la réalité de la vie et cela affaiblit la personnalité.

Par ailleurs, toute coopération aux travaux dans le ménage, à la ferme, au jardin, à la cave, à la buanderie, à l'atelier et au bureau, offre de multiples possibilités pour entraîner les capacités pratiques qui aident l'adulte plus tard à bien maîtriser la vie quotidienne – même par temps difficiles et durs.

Pour un jeune, il ne s'agit pas seulement de savoir cuire un œuf à la coque, quand, plus tard, il sera grand et que sa femme sera absente. Savoir maîtriser la vie quotidienne et avoir la certitude de pouvoir se procurer les choses vitales en temps de crise, cela renforce le fond de la personnalité et contribue à l'indépendance. Un homme ainsi éduqué résistera mieux à toute éventuelle crise psychique ou matérielle.

Il ne faut jamais oublier la source de joie que la coopération procure aux enfants et aux jeunes! Ce sentiment de grandir d'une tête quand le père est fier de son fils qui a bien empilé les bûches est irremplaçable, tout autant que la satisfaction de la fille d'avoir bien lavé et repassé le linge de toute la famille. Tout enfant devrait pouvoir jouir du plaisir de se consacrer à un travail d'ensemble avec son père, sa mère ou ses frères et sœurs. Il y a tant de bonnes occasions pour de petites causeries avec son fils ou sa fille durant un travail effectué en commun, de se raconter des événements passés ou actuels, de faire des blagues, de chanter, ou même tout simplement de bricoler ensemble en silence. Ainsi se crée un attachement entre parents et enfants, qui facilite énormément l'apprentissage de choses pratiques et de techniques de travail des jeunes. Ces moments passés en famille sont précieux, ce sont des souvenirs impayables qui en résultent, et qui accompagnent une personne positivement durant toute sa vie.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«La terre est en mesure de nourrir tous ses habitants»

Discours de Benoît XVI

lors de la session d'ouverture du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire au siège de la FAO à Rome du 16 novembre 2009

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs,

1 J'ai accueilli avec grand plaisir l'invitation de Monsieur Jacques Diouf, Directeur général de la FAO [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture], à prendre la parole au cours de la session d'ouverture de ce Sommet mondial sur la Sécurité alimentaire. Je le salue cordialement et je le remercie pour ses courtoises paroles de bienvenue. Je salue les Hautes Autorités présentes et tous les participants. En continuité avec mes vénérés prédécesseurs Paul VI et Jean-Paul II, je désire exprimer à nouveau mon estime pour l'action de la FAO, que l'Eglise catholique et le Saint-Siège suivent avec l'attention et l'intérêt que mérite l'engagement quotidien de tous ceux qui s'y impliquent. Grâce à votre travail généreux que résume la devise «Fiat Panis», le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire demeurent parmi les objectifs prioritaires de l'action politique internationale. Je suis certain que cet esprit orientera les décisions du présent Sommet, tout comme celles qui seront adoptées dans le but commun de remporter dès que possible le combat contre la faim et la malnutrition dans le monde.

«En effet, même si dans certaines régions des niveaux bas de production agricole persistent, parfois à cause du changement climatique, cette production est globalement suffisante pour satisfaire aussi bien la demande actuelle, que celle qui est prévisible dans le futur.»

2 La Communauté internationale affronte au cours de ces dernières années une grave crise économique et financière. Les statistiques témoignent de la croissance dramatique du nombre de ceux qui souffrent de la faim, à laquelle concourent l'augmentation des prix des produits alimentaires, la diminution des ressources économiques des populations plus pauvres, l'accès limité au marché et à la nourriture. Tout cela survient alors que se confirme le fait que la terre est en mesure de nourrir tous ses habitants. En effet, même si dans certaines régions des niveaux bas de production agricole persistent, parfois à cause du changement climatique, cette production est globalement suffisante pour satisfaire aussi bien la demande actuelle, que celle qui est prévisible dans le futur. Ces données indiquent l'absence d'une relation de cause à effet entre la croissance de la population et la faim, et cela est encore confirmé par la déplorable destruction de denrées alimentaires pour préserver certains profits. Dans l'*Encyclique Caritas in Veritate*, j'ai observé que «la faim ne dépend pas tant d'une carence de ressources matérielles, que d'une carence de ressources sociales, la plus importante d'entre elles étant de nature institutionnelle. Il manque en effet une organisation des institutions économiques qui soit aussi en mesure de bien garantir un accès régulier et adapté [...] à la nourriture et à l'eau, que de faire face aux nécessités liées aux besoins primaires et aux urgences des véritables crises alimentaires [...]». Et j'ai ajouté: «Le problème de l'insécurité alimentaire doit être affronté dans une perspective à long terme, en éliminant les causes structurelles qui en sont à l'origine et en promouvant le développement agricole des pays les plus pauvres à travers des investissements en infrastructures rurales, en système d'irrigation, de transport, d'organisation des marchés, en formation et en diffusion des techniques agricoles appropriées, c'est-à-dire susceptibles d'utiliser au mieux les ressources humaines, naturelles et socio-économiques les plus accessibles au niveau local, de façon à garantir aussi leur durabilité sur le long



Sommet mondial sur la sécurité alimentaire du 16 au 18 novembre 2009 à Rome: le Pape Benoît XVI et le secrétaire général de la FAO, Jacques Diouf, entrant dans l'hémicycle.
(photo © FAO/Giulio Napolitano)

terme». (n° 27) Dans ce contexte, il est aussi nécessaire de contester le recours à certaines formes de subventions qui perturbent gravement le secteur agricole, ainsi que la persistance de modèles alimentaires orientés seulement vers la consommation et dépourvus de perspectives de plus grande envergure et, au-delà de tout, l'égoïsme qui permet à la spéculation de pénétrer même sur le marché des céréales, mettant la nourriture sur le même plan que toutes les autres marchandises.

«Ces données indiquent l'absence d'une relation de cause à effet entre la croissance de la population et la faim [...]»

3 La convocation elle-même de ce Sommet, témoigne, dans un certain sens, de la faiblesse des mécanismes actuels de la sécurité alimentaire et de la nécessité de les repenser. En effet, même si les pays plus pauvres sont plus largement intégrés que par le passé dans l'économie mondiale, le fonctionnement des marchés internationaux les rend plus vulnérables et les contraignent à recourir à l'aide des institutions intergouvernementales, qui offrent, certes, une aide précieuse et indispensable. Cependant, la notion de coopération doit être cohérente avec le principe de subsidiarité: il est nécessaire d'engager «les communautés locales dans les choix et les décisions relatives à l'usage des terres cultivables» (ibid.), parce que le développement humain intégral requiert des choix responsables de la part de tous et demande une attitude solidaire qui ne considère pas l'aide ou l'urgence comme une opportunité profitable pour qui met à disposition des ressources ou pour des groupes privilégiés qui se trouvent parmi les bénéficiaires. Face aux pays qui ont besoin d'aides externes, la Communauté internationale a le devoir de répondre avec les outils de la coopération, en se sentant co-responsable de leur développement, «par la solidarité de la présence, de l'accompagnement, de la formation et du respect» (ibid., 47). Au sein de ce contexte de responsabilité se situe le droit de chaque pays à définir son propre modèle économique, prévoyant les modalités pour garantir sa propre liberté de choix et d'objectifs. Selon cette perspective, la coopération doit devenir un instrument efficace, libre de contraintes et d'intérêts qui peuvent absorber une partie non négligeable des ressources destinées au développement. Il est en outre important de souligner combien la voie de la solidarité pour le développement des pays pauvres peut constituer aussi une voie de solution de la crise globale actuelle. En effet, en soutenant ces nations par des plans de financement inspirés par la soli-

darité, pour qu'elles pourvoient elles-mêmes à la satisfaction de la demande de consommation et de développement qui leur est propre, non seulement on favorise en leur sein la croissance économique, mais cela peut avoir aussi des répercussions positives sur le développement humain intégral dans d'autres pays (cf. ibid., 27).

4 Actuellement, subsiste encore un niveau inégal de développement au sein et entre les nations, qui entraîne, en de nombreuses régions du globe, des conditions de précarités, qui accentue le contraste entre pauvreté et richesse. Ce constat ne concerne plus seulement les mérites comparés des divers modèles économiques; mais il concerne, d'abord et surtout, la perception même que l'on a d'un phénomène comme l'insécurité alimentaire: le risque existe concrètement que la faim soit considérée comme structurelle, comme partie intégrante de la réalité socio-politique des pays plus faibles, et fasse donc objet d'un dévouement résigné, voire même de l'indifférence. Il n'en est pas ainsi, et il ne doit pas en être ainsi! Pour combattre et vaincre la faim, il est essentiel de commencer par redéfinir les concepts et les principes jusqu'ici appliqués dans les relations internationales, de façon à répondre à la question: qu'est-ce qui peut orienter l'attention et la conduite des États – qui en découle – vers les besoins des plus démunis? Il ne faut pas chercher une réponse dans le profil opérationnel de la coopération, mais dans les principes qui doivent l'inspirer. C'est seulement au nom de l'appartenance commune à la famille humaine universelle que l'on peut demander à chaque peuple et donc à chaque pays d'être solidaire, c'est-à-dire d'être disposé à assumer des responsabilités concrètes pour venir au-devant des besoins des autres, pour favoriser un vrai partage fondé sur l'amour.

«[...] le développement humain intégral requiert des choix responsables de la part de tous et demande une attitude solidaire.»

5 Toutefois, même si la solidarité animée par l'amour dépasse la justice, parce qu'aimer c'est donner, offrir du «mien» à l'autre, elle n'existe jamais sans la justice, qui pousse à donner à l'autre ce qui est «sien» et qui lui revient en raison de son être et de son agir. Je ne peux pas, en effet, «donner» à l'autre du «mien», sans lui avoir donné tout d'abord ce qui lui revient selon la justice (cf. ibid., 6). Si on vise l'élimination de la faim, l'action internationale est appelée non seule-

ment à favoriser une croissance économique équilibrée et durable ainsi que la stabilité politique, mais aussi à rechercher de nouveaux paramètres – nécessairement éthiques et ensuite juridiques et économiques – capables d'inspirer un mode de coopération susceptible de construire une relation paritaire entre les pays qui se trouvent à un degré différent de développement. Outre le fait de combler l'écart existant, ceci pourrait favoriser la capacité de chaque peuple à se sentir protagoniste, confirmant ainsi que l'égalité fondamentale des différents peuples plonge ses racines dans l'origine commune de la famille humaine, source des principes de la «loi naturelle» appelés à inspirer les orientations et les choix d'ordre politique, juridique et économique de la vie internationale (cf. ibid., 59). *Saint Paul* a des paroles éclairantes à cet égard: «Il ne s'agit pas – écrit-il – de vous mettre dans la gêne en soulageant les autres, il s'agit d'égalité. En cette occasion, ce que vous avez en trop compensera ce qu'ils ont en moins, pour qu'un jour ce qu'ils auront en trop compense ce que vous aurez en moins, et cela fera l'égalité, comme dit l'Écriture: «Celui qui en avait ramassé beaucoup n'a rien eu de plus, et celui qui en avait ramassé peu n'a manqué de rien» (2 Co 8, 13-15).

6 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, pour lutter contre la faim en promouvant un développement humain intégral, il faut également comprendre les besoins du monde rural, et aussi éviter que la tendance à la diminution de l'apport des donateurs ne crée des incertitudes sur le financement des activités de coopération: le risque que le monde rural puisse être considéré, par manque de clairvoyance, comme une réalité secondaire doit être écarté. En même temps, l'accès au marché international des produits provenant des régions plus pauvres doit être favorisé, alors qu'aujourd'hui il est souvent relégué dans des espaces limités. Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de soustraire les règles du commerce international à la logique du profit pour lui-même, en les orientant en faveur de l'initiative économique des pays qui ont le plus besoin de développement et qui, disposant d'entrée plus importantes, pourront atteindre cette autosuffisance qui est le prélude à la sécurité alimentaire.

«C'est seulement au nom de l'appartenance commune à la famille humaine universelle que l'on peut demander à chaque peuple et donc à chaque pays d'être solidaire, c'est-à-dire d'être disposé à assumer des responsabilités concrètes pour venir au-devant des besoins des autres, pour favoriser un vrai partage fondé sur l'amour.»

7 Il ne faut pas oublier non plus les droits fondamentaux de la personne parmi lesquels se détache le droit à une alimentation suffisante, saine et nourrissante, ainsi qu'à l'eau; ceux-ci revêtent un rôle important à l'égard des autres droits, à commencer par le premier d'entre eux, le droit à la vie. Il faut donc que mûrisse «une conscience solidaire qui considère l'alimentation et l'accès à l'eau comme droits universels de tous les êtres humains, sans distinction ni discrimination» (*Caritas in Veritate*, n° 27). Si tout ce qui a été patiemment accompli au cours de ces années par la FAO a, d'un côté, favorisé l'élargissement des objectifs de ce droit par rapport à la seule garantie de satisfaire les besoins primaires de la personne, d'un autre

Pour mémoire

A Interlaken, la Conférence de la FAO a préparé le terrain pour un changement de paradigme en agriculture

ef. Du 16 au 18 novembre a eu lieu, à Rome, le Sommet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 60 chefs de gouvernement et 185 ministres venus de 190 pays membres y ont participé. Il y a 13 ans, les représentants des gouvernements promettaient, au même endroit, de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim jusqu'en 2015 (*Objectifs du millénaire*). Au lieu de cela, leur nombre a atteint plus d'un milliard. Jamais encore autant de personnes n'avaient souffert de la faim dans le monde. Or ce n'est pas une fatalité. Ce qui manque, c'est la volonté politique. Jacques Diouf, directeur général de la FAO, a évoqué les conclusions du Forum organisé les 12 et 13 octobre au plus haut niveau et intitulé «How to Feed the World in 2050» auquel participaient 300 experts du monde entier: Notre planète est tout à fait en mesure de se nourrir, à condition que les décisions soient suivies d'effets et que les ressources nécessaires soient mobilisées efficacement.

Dans son appel – lancé lors de l'Assemblée plénière de la FAO – à vaincre la faim par l'union des forces, le Pape Benoît XVI a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de lien de cause à effet entre la croissance démographique et la faim. Le recours à certaines formes de subventions qui pourraient causer de graves dommages à l'agriculture doit être interdit. Il en va de même des modèles d'alimentation orientés vers la consommation qui n'offrent aucune perspective. La collaboration internationale doit être organisée sur la base du principe de subsidiarité.

Rapport sur l'agriculture mondiale

L'année dernière, le *Rapport sur l'agriculture mondiale* initié par la Banque mondiale a été adopté par 58 pays. Pendant plus de 4 ans, 500 scientifiques et experts ont rassemblé tout le savoir actuel sur l'agriculture et l'alimentation. La conclusion du *Rapport* est que les crises de l'alimentation, de l'environnement et du partage équitable ne peuvent être surmontées que de manière collective et intégrée.

Le *Rapport* demande un changement de paradigme: il faut passer du modèle global



La brochure «Plan d'action mondiale pour les ressources zoogénétiques et Déclaration d'Interlaken» peut être commandée sur www.fao.org/docrep/010/a1404g00.htm.

de l'agriculture industrielle aux petites structures paysannes qui sont les garantes les plus importantes et les plus porteuses d'espoir de l'approvisionnement alimentaire de 9 milli-

ards d'hommes qui soit socialement, économiquement et écologiquement durable.

2007: conférence pionnière de la FAO à Interlaken

Du 1^{er} au 7 septembre 2007 a eu lieu à Interlaken la première Conférence technique internationale. Lors de cette rencontre, préparée et réalisée avec l'efficacité dont la Suisse est coutumière, le premier rapport sur l'état des ressources mondiales a été rendu public.

Son bilan était effrayant: au cours des 7 années précédentes, chaque mois, une race d'animaux d'élevage avait disparu et 20% étaient menacées d'extinction. Les délégués de 108 pays adoptèrent à l'unanimité un *Plan d'action mondiale* pour la sauvegarde des races d'animaux d'élevage.

Ce *Plan* demandait aux pays de mettre en œuvre 4 priorités stratégiques: il fallait dresser un inventaire des races d'animaux d'élevage, instituer une surveillance, exploiter les races de manière durable et assurer leur sauvegarde grâce à des mesures appropriées.

L'objectif déclaré du *Plan* était de renforcer et de mieux coordonner la collaboration internationale dans le domaine de l'élevage.

La Conférence a également adopté à l'unanimité la *Déclaration d'Interlaken*, par laquelle les Etats membres de la FAO reconnaissent le rôle capital des ressources zoogénétiques dans l'alimentation et l'agriculture et avant tout leur contribution à la sécurité alimentaire.

Ainsi, la Conférence représentait un premier pas important en matière de reconnaissance du rôle capital joué par les ressources zoogénétiques dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Pour Jacques Diouf, c'était un «tournant historique». Il a lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle «s'unisse et assume ses responsabilités en matière de ressources zoogénétiques» – patrimoine mondial – afin d'assurer le succès du *Plan d'action mondiale*. La FAO s'est engagée à le mettre en œuvre. ●

«La terre est en mesure de ...»

suite de la page 4

côté cela a aussi mis en évidence la nécessité de sa juste réglementation.

«Au sein de ce contexte de responsabilité se situe le droit de chaque pays à définir son propre modèle économique, prévoyant les modalités pour garantir sa propre liberté de choix et d'objectifs.»

8 Les méthodes de production alimentaire imposent également une analyse attentive du rapport entre le développement et la sauvegarde de l'environnement. Le désir de posséder et d'user de façon excessive et désordonnée les ressources de la planète est la cause première de toute dégradation environnementale. La préservation de l'environnement se présente donc comme un défi actuel pour garantir un développement harmonieux, respectueux du dessein créateur de Dieu et par conséquent en mesure de sauvegarder la planète (cf. *ibid.*, 48–51). Si l'humanité entière est appelée à être consciente de ses propres obligations vis-à-vis des générations à venir, il est également vrai que le devoir de protéger l'environnement en tant que bien collectif revient aux Etats et aux organisations internationales. Dans cette perspective, il est indispensable d'approfondir les interactions entre la sécurité environnementale et le préoccupant phénomène des changements climatiques, en se focalisant sur le ca-

ractère central de la personne humaine et en particulier des populations plus vulnérables à ces deux phénomènes. Des normes, des législations, des plans de développement et des investissements ne suffisent pas, il faut modifier les styles de vie personnels et collectifs, les habitudes de consommation et les véritables besoins; mais, par-dessus tout, il est nécessaire d'être conscient du devoir moral de distinguer le bien du mal dans les actions humaines pour redécouvrir de cette façon le lien de communion qui unit la personne et la création.

«Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de soustraire les règles du commerce international à la logique du profit pour lui-même, en les orientant en faveur de l'initiative économique des pays qui ont le plus besoin de développement et qui, disposant d'entrée plus importantes, pourront atteindre cette auto-suffisance qui est le prélude à la sécurité alimentaire.»

9 Il est important de rappeler – je l'ai aussi observé dans l'*Encyclique Caritas in Veritate* – que «la dégradation de l'environnement est [...] étroitement liée à la culture qui façonne la communauté humaine: quand l'«écologie humaine» est respectée dans la société, l'écologie proprement dite en tire aussi

avantage». C'est vrai: «le système écologique s'appuie sur le respect d'un projet qui concerne aussi bien la saine coexistence dans la société que le bon rapport avec la nature». «Le point déterminant est la tenue morale de la société dans son ensemble». C'est pourquoi, «les devoirs que nous avons vis-à-vis de l'environnement sont liés aux devoirs que nous avons envers la personne considérée en elle-même et dans sa relation aux autres. On ne peut exiger les uns et piétiner les autres. C'est là une grave antinomie de la mentalité et de la praxis actuelle qui avilit la personne, bouleverse l'environnement et détériore la société» (cf. *ibid.*, 51).

«Le désir de posséder et d'user de façon excessive et désordonnée les ressources de la planète est la cause première de toute dégradation environnementale.»

10 La faim est le signe le plus cruel et le plus concret de la pauvreté. Il n'est pas possible de continuer d'accepter l'opulence et le gaspillage quand le drame de la faim prend des dimensions toujours plus grandes. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'Eglise catholique prêtera toujours attention aux efforts pour vaincre la faim; elle soutiendra toujours, par la parole et par les actes, l'action solidaire – programmée, responsable et régulée – que toutes les composantes de la communauté internationale seront appelées à entreprendre. L'Eglise ne prétend pas interférer dans les choix politiques. Respectueuse du savoir et des résultats des sciences, tout comme des choix déterminés

par la raison quand ils sont éclairés de façon responsable par des valeurs authentiquement humaines, elle s'unit à l'effort pour éliminer la faim. C'est là le signe le plus immédiat et concret de la solidarité animée par la charité, signe qui ne laisse pas de place aux retards et aux compromis. Cette solidarité s'en remet à la technique, aux lois et aux institutions pour répondre aux aspirations des personnes, des communautés et de peuples entiers, mais elle ne doit pas exclure la dimension religieuse, qui recèle une puissante force spirituelle capable de servir la promotion de la personne humaine. Reconnaître la valeur transcendante de tout homme et de toute femme reste le premier pas pour favoriser la conversion du cœur qui peut soutenir l'engagement pour éradiquer la misère, la faim et la pauvreté sous toutes leurs formes.

«Quand l'«écologie humaine» est respectée dans la société, l'écologie proprement dite en tire aussi avantage.»

Je vous remercie de votre aimable attention et, en conclusion, j'adresse mes vœux, dans les langues officielles de la FAO, à tous les Etats membres de l'Organisation:

God bless your efforts to ensure that everyone is given their daily bread.

Que Dieu bénisse vos efforts pour assurer le pain quotidien à chaque personne.

Dios bendiga sus esfuerzos para garantizar el pan de cada día para cada persona. ●

L'écovillage de Brodowin, dans le Brandebourg

Une expérience réussie qui peut servir de modèle

par Maria Koch

Par une fin d'après-midi grise et pluvieuse, nous arrivons au village. Il fait déjà presque nuit. Nous avons faim et sommes fatigués de notre longue route: 800 km jusqu'à Brodowin, un petit village situé à 80 km au Nord-Est de Berlin, près de la frontière polonaise. Nous sommes venus ici parce que nous avons appris que ce village abrite la réalisation d'un beau projet: l'écovillage de Brodowin. Ce que nous en avons entendu dire a tant éveillé notre curiosité que nous nous sommes décidés à faire ce long voyage. Enfin nous découvrons dans le petit village la *Siegis Landhauspension* [Gîte rural de Siegi] où nous devons loger. C'est une maison de vacances conviviale. Le gros poêle de faïence est allumé. Je me fais un thé brûlant. Nous demandons où nous pourrions dîner. La réception nous informe que si nous faisons vite, nous trouverons encore quelque chose chez la patronne. Nous n'avons qu'à emporter notre thé dans la salle à manger. C'est une pièce très conviviale: des tables et des chaises récupérées d'un peu partout, mais ce bric-à-brac a été organisé avec chaleur, et c'est confortable; dans la pièce voisine meublée de sofas et de tables quelques personnes jouent aux cartes. On nous offre un rôti de sanglier avec des légumes frais; c'est délicieux. On se sent déjà beaucoup plus «chez soi». Surtout parce que notre hôte engage immédiatement conversation avec nous et nous parle un peu du village et de la région.

La plus ancienne réserve naturelle d'Allemagne

Brodowin se trouve dans la tourbière de Khorin, que l'Unesco a déclaré en 1990 *réserve de biosphère*. «La fonte des glaciers à la fin de la dernière glaciation et des siècles d'occupation humaine ont modelé cette tourbière [...] pour y créer un paysage d'une grande variété.» dit l'Unesco¹. La région, légèrement vallonnée, sertie de nombreux lacs et très boisée abrite une faune et une flore diversifiées. C'est pourquoi la réserve a la réputation d'être un paradis pour les oiseaux et une véritable Mecque pour les ornithologues. La protection de la nature est ici de tradition: le Plagfenn, un marais qui fait partie de la réserve de biosphère et situé en partie sur la zone de Brodowin est devenu en 1907 la première réserve naturelle d'Allemagne du Nord.

L'agriculture intensive en RDA

En RDA, comme ce fut longtemps le cas en Allemagne de l'Ouest, on a utilisé des engrais et pesticides chimiques et travaillé le sol avec de lourdes machines. Pour autant que nous le sachions, il n'existait pas d'agriculture biologique. Mais dès cette époque à Brodowin et ailleurs il y avait des gens qui se battaient pour ce type d'agriculture et pour la protection et le maintien de ce paysage unique. Nommons en particulier le couple *Gilsenbach* et *Eberhard Rau*, le curé de Brodowin.

Peu avant la chute de la RDA ils avaient enfin obtenu le label de l'Unesco, avec l'aide du professeur *Michael Succow*, vice-ministre de l'Environnement de janvier à mai 1990 et lauréat du *Prix Nobel alternatif*.

Octobre 1990: et maintenant que faire?

Puis vint la chute de la RDA avec toutes ses conséquences. Comme tout le monde en ex-RDA, les habitants de Brodowin se demandèrent: Et maintenant? Brodowin était un village agricole, pratiquement sans aucune autre source de revenus.

En RDA toutes les terres paysannes avaient été regroupées dans les LPG². Mais les paysans restaient propriétaires, les titres de propriété étant inscrits dans les cadastres. Après la réunification on revint au précédent état de choses. Mais il y avait aussi des domaines agricoles d'Etat, les *Volkseigene Güter* [Propriétés du peuple] ou VEG. Ces terres ont été administrées de 1990 à 1994 par la *Treuhand*³, qui avait le droit de les affermer.

Telle était la situation des paysans, dont ceux de Brodowin, à l'automne 1990. Les agriculteurs redevenus propriétaires à part entière de leurs terres pouvaient en disposer à leur gré. Cela pouvait signifier: entrer tout seul en concurrence avec le marché agricole mondial. Mais aussi vendre ses terres et essayer de gagner sa vie ailleurs. Vu le taux élevé du chômage dans le Brandebourg, une alternative qui revenait avec grande vraisemblance à choisir entre le chômage et l'émigration. On aurait aussi pu se mettre ensemble et pratiquer en commun une agriculture intensive avec OGM, engrais et pesticides chimiques et techniques culturales modernes. Ce qui revenait au fond à continuer comme à l'époque de la RDA, mais dans le cadre gigantesque de l'agro-industrie mondialisée. C'est exactement ce qui s'est produit à bien des endroits en Allemagne de l'Est. Et c'en aurait sûrement été fini de la réserve de biosphère. En outre, la majorité des emplois ayant été supprimée, les familles restées sur place n'auraient pas pu assurer leur survie. Ou bien on pouvait essayer de créer quelque chose qui permette de conserver le biotope, d'assurer des emplois et aussi de produire une nourriture saine. Cette difficile question du: «Et maintenant?» fit l'objet de discussions très animées au «*Schwarzer Adler*» [L'Aigle noir], l'auberge de Brodowin.

Unis par-delà toutes les différences

Un groupe d'habitants de Brodowin, qui sur bien des points divergeaient fortement et de sensibilités fort diverses, tombèrent d'accord sur un point: nous voulons créer des emplois, conserver et/ou faire naître une terre saine, nous voulons une agriculture biologique. Les piliers du groupe étaient essentiellement le curé *Eberhard Rau*, déjà nommé, objecteur de conscience sous la RDA et critique envers le système, aujourd'hui plutôt conservateur. Puis



La boutique de la ferme de l'écovillage Brodowin. (photo mk)

Reimar Gilsenbach, écrivain. A l'époque de la RDA il militait pour l'environnement et les droits humains. Elevé dans un milieu d'anarchistes, de libres-penseurs et d'adeptes de la «*Lebensreform*»⁴ il est resté toute sa vie fidèle à leurs idéaux. Avec d'autres, artistes et scientifiques, *Rau* et *Gilsenbach* avaient fondé à l'époque de la RDA les «*Entretiens de Brodowin*», où chaque été on débattait de manière critique de nombreux sujets, essentiellement environnementaux. Après la réunification *Peter Krenz* se joignit à eux. C'était un ingénieur chimiste et agronome, directeur de la LPG, mais il trouva contre toute attente son chemin de Damas et s'engagea en faveur de l'agriculture biologique. Tous trois la défendirent inégalement à l'occasion de débats citoyens, souvent face à une forte résistance. Ils trouvèrent un soutien chez le Professeur *Michael Succow*, déjà mentionné, qui introduisit un principe important: il ne suffit pas de préserver la nature, il faut penser aux hommes, faire du social. Réconcilier la protection de la nature et la vie paysanne. Plus tard encore, on gagna au projet un investisseur de Berlin-Ouest, industriel du bâtiment, *Werner Upmeyer*, sans lequel il n'aurait pu être réalisé sous sa forme actuelle.

Ces individus si différents par ailleurs ont réussi à collaborer pour préserver le village et la région, certains sont même devenus des

amis proches en travaillant ensemble à la tâche commune.

Mais on n'en était pas encore là. Au début il s'agissait de trouver une voie praticable et d'emporter l'accord des habitants de Brodowin. Une recherche difficile. Comme le curé *Rau* nous l'a dit, ce n'était pas si simple. Nombre de ces habitants étaient très sceptiques envers l'agriculture biologique. Et non sans raison: les sols sablonneux et peu fertiles du Brandebourg lui avaient valu autrefois le surnom de «*sablère de l'Europe*», et la faiblesse des précipitations n'arrangeait rien. En outre il s'agissait de la mise en culture de vastes surfaces, une nouveauté en agriculture bio. Et pour faire bonne mesure, certains paysans qui avaient vécu la LPG en avaient gardé le souvenir d'une camisole de force, où leur travail devait compenser l'indolence de certains autres. Ils voulaient enfin travailler à nouveau pour leur propre compte, prendre leurs propres responsabilités. «*Je gère mon affaire pour moi et ma famille*» déclara un paysan qui avait décidé de reprendre son exploitation.

Décision capitale

C'est une conférence d'un exploitant bio du Sauerland, *Gyso von Bornin*, qui emporta

Suite page 7



Dans la boutique, le client trouve un large éventail de produits. (photo mk)

Qu'est-ce que Déméter?

L'agriculture Déméter applique les principes de la biodynamique. Déméter est une marque déposée garantissant des produits biodynamiques. Ses processus de production sont conformes aux principes anthroposophiques, établis par son fondateur, *Rudolf Steiner* (1861-1925). C'est aussi le nom du plus ancien réseau de paysans bio, créé dans le premier tiers du XX^e siècle. L'emploi du label Déméter est contrôlé depuis sa création, contrairement à des dénominations telles qu'«*écologiques*» ou «*bio*» qui n'étaient soumises jusque dans les années 90 à aucune réglemen-

tation. Seuls des partenaires qui respectent les sévères directives de l'association Déméter tout au long des processus de culture et de transformation ont le droit de l'utiliser. En outre les entreprises Déméter se soumettent chaque année aux contrôles de conformité aux règles européennes effectués par les Etats. Déméter est le seul réseau mondial présent dans plus de 30 pays et comptant bientôt 4000 entreprises. Les principes biodynamiques de l'agriculture Déméter économisent les ressources naturelles et favorisent les processus vitaux.

Initiative citoyenne en faveur d'une solidarité et d'une autonomie durables

par Karl Müller

Le 4 décembre, le Bundestag a voté, à la majorité des voix de la CDU-CSU et du FDP, la «Loi sur l'accélération de la croissance économique». Celle-ci prévoit de baisser les impôts de 8 milliards d'euros par an à partir du 1^{er} janvier 2010 dans différents domaines. On souhaite ainsi que les réductions d'impôts permettent de relancer l'économie. Le gouvernement allemand espère qu'à partir du 1^{er} janvier les bénéficiaires vont dépenser l'argent, auparavant réservé aux impôts, ce qui devrait favoriser la relance et inciter à créer des emplois à moyen terme.

Il existe pourtant un grand scepticisme face à la nouvelle loi: tout d'abord, on doute que l'argent libéré soit dépensé de manière à promouvoir la croissance. Ensuite on se demande si les réductions d'impôts sont compatibles avec l'endettement public allemand qui a atteint des sommets effrayants à tous les niveaux: Fédération, Länder et communes.

Les Länder pauvres et surtout un grand nombre de communes en difficultés déplorent en outre le fait d'être ainsi confrontés à de nouvelles pertes d'impôts, alors que leur déficit budgétaire est déjà considérable et qu'il faudra encore rogner davantage sur les dépenses sociales.

Le dilemme devant lequel se trouvent la politique allemande et celle de beaucoup d'autres gouvernements est évident: La crise financière et économique mondiale a montré que l'idée des responsables politiques qu'on peut la pallier en dépensant l'argent public a révélé ses limites puisqu'un très grand nombre d'Etats sont surendettés et sont incapables de supporter de nouvelles dettes.

Maintenant, même des politiques allemands évoquent, à juste titre, l'imminence d'une incontournable spirale d'endettement où les contraintes du service de la dette empêchent le gouvernement d'agir. Il ne faut pas oublier que la dette publique allemande des années 1965 à 2008 qui a atteint, pour



Des habitantes du village écologique de Brodowin remplissent des caisses de produits destinés aux abonnés. (photo mk)

la totalité des budgets publics, la somme de 1,34 billion d'euros, les seuls intérêts (sans l'amortissement!) s'élève à 1,51 billion d'euros! Or, au cours des 45 dernières années, les sommes nécessaires à payer les intérêts ont dépassé le montant des nouvelles dettes.

De nombreux observateurs craignent, et avec raison également, que la passivité et le fait d'attendre la relance uniquement des «forces du marché» entraînent une hausse du chômage et des émeutes d'une ampleur sans précédent.

A cela s'ajoute le fait que l'on constate maintenant que les billions que les Etats ont débloqués pour le «sauvetage» du monde de la finance n'ont pratiquement pas apporté la stabilité et n'ont que peu aidé l'économie réelle. Au contraire, ils ont provoqué une nouvelle vague gigantesque de spéculations financières.

Le remède de l'Etat s'est ainsi transformé en drogue. Les grandes banques, plus concentrées aujourd'hui qu'avant la crise, continuent d'amasser des milliards de profits provenant de la spéculation et non pas des crédits. Aussi le magazine allemand «Der Spiegel» a-t-il placé à sa une, le 23 novembre, et cela également avec raison, le titre suivant: «La bombe des billions. Pourquoi, après la crise économique du siècle, la suivante menace.»

Le néolibéralisme, qui prône la concurrence de tous contre tous et «la victoire du plus fort» nous montre depuis des années sa face grimaçante. Rien à espérer donc de ce côté-là. Cependant il apparaît clairement que la croyance dans les pouvoirs de l'Etat, dans le fait que d'avantage d'Etat peut améliorer la situation mène à une impasse.

Aussi le moment ne serait-il pas venu de mettre toute son énergie à faire naître une authentique société civile qui soit durable?

Une société dans laquelle le sens du bien commun ne soit plus méprisé et qu'il offre une perspective en direction d'une vie communautaire libérale, solidaire et fondée sur le principe de subsidiarité. Le village écologique de Brodowin, dans le Brandebourg, en est un bon exemple.

Partout, les hommes sont capables de faire de nécessité vertu. Créer avec les autres, dans l'indépendance, quelque chose qui n'assure pas seulement l'existence mais sert en même temps le bien commun, voilà une bonne perspective. De nombreuses coopératives l'ont déjà fait. Il est possible de contribuer à accélérer une réorientation, avec des idées, des savoir-faire, des encouragements et des soutiens, de redécouvrir ce qui caractérise le genre humain: sa capacité à collaborer dans un esprit de liberté et d'égalité et à résoudre ainsi les problèmes les plus difficiles. Une «Initiative citoyenne en faveur d'une solidarité et d'une autonomie durables», concernant le pays tout entier, serait une bonne chose.

Il faut dire aux individus et aux institutions qui créent ou soutiennent des projets d'aide à l'autonomie, notamment les églises chrétiennes qui œuvrent dans ces domaines depuis des années et disposent de beaucoup d'expérience: Informez l'opinion plus que vous ne le faites déjà; faites-lui part de vos succès; cessez de travailler dans l'ombre et faites que davantage d'hommes et de femmes apprennent ce qu'il est possible de réaliser quand on s'investit dans l'aide à l'autonomie.

Il incombe aux médias d'informer exhaustivement sur ces précieuses initiatives. Eux aussi peuvent amener nos compatriotes à tirer profit de la crise pour créer quelque chose de nouveau, d'utile et de digne.

¹ Ces chiffres sont tirés de l'analyse de Dieter Meyer: «Die Schuldenfalle. Eine Untersuchung der Staatsverschuldung ab 1965 bis 2025 (mit Ausblick auf den Zeitraum bis 2040).» (www.staatsverschuldung-online.de)

«L'écovillage de Brodowin ...»

suite de la page 6

l'adhésion en faveur d'un écovillage. Il réussit à convaincre les gens de Brodowin que l'écologie était une voie possible pour assurer leur existence. Sur les 120 personnes qui avaient assisté à la conférence, 80 se joignirent à l'Association pour l'écovillage de Brodowin. Par la suite, 36 paysans fondèrent une coopérative de 1000 hectares cultivés en agriculture biodynamique. C'était un pari risqué, exigeant du courage, le goût du risque, un gros investissement personnel et aussi une importante remise à niveau.

D'abord le passage des sols à l'agriculture bio exigeait du temps. Or la Treuhand n'affermait les terres que d'une année sur l'autre. On ne pouvait donc savoir si cela valait la peine de travailler les terres louées à la Treuhand, ou si celle-ci allait résilier les baux avant qu'on ait pu profiter du travail investi. Ensuite on ne savait pas si l'agriculture biologique était raisonnable, entendez si elle permettrait de nourrir les paysans et leur famille. Les rendements seraient-ils assez élevés, y aurait-il des acheteurs pour les produits bio, plus chers que les denrées issues de l'agriculture conventionnelle? Et tous les agriculteurs devaient procéder à un changement radical: non seulement les sols, mais aussi l'élevage repartait sur de nouvelles bases, il fallait réunir l'élevage et la culture, séparés sous la RDA, afin de rétablir le cycle écologique. Tout cela nécessitait des experts et leur savoir-faire. Mais eux-mêmes s'aventuraient plus ou moins en terrain inconnu: nulle part, sauf en Australie, des surfaces de la taille des 1000 hectares de Brodowin n'étaient en culture biodynamique. Les conseillers et auxiliaires, venus pour le plupart d'Allemagne de l'Ouest, se trouvaient donc confrontés à d'importants défis. Et pour finir, les paysans eux-mêmes devaient changer leur rapport au travail: ce n'étaient plus des journées de 8, mais de 12 heures qu'ils feraient, sans garantie de congés, ni de revenus assurés et prévisibles.

Ça valait la peine

Courage et investissement personnel ont été récompensés. Depuis 1993 la Société «Ökodorf Brodowin GmbH & Co. Vertriebs KG» (qui n'est plus une coopérative) possède le label d'«exploitation Déméter». Ses 1200 hectares de surface cultivée en font l'une des plus grandes du monde. Les quatre cinquièmes du territoire communal de Brodowin et une partie du village voisin, Serwest, sont en culture biodynamique. Peter Krenz, l'ancien directeur de l'exploitation agricole Déméter, nous en parle un peu: «Grâce à une rotation de huit composants: luzerne, trèfle, herbage, céréales, pommes de terre et légumineuses fourragères, nous obtenons un cycle métabolique complet de culture et d'élevage. Le cheptel compte à l'heure actuelle environ 320 vaches laitières, 300 jeunes bovins et 200 porcs. Nous possédons également 30 moutons, essentiellement pour entretenir les terres.» Le lait est transformé sur place dans une laiterie en beurre, fromage, fromage blanc etc. Le nouveau directeur, Ludolf von Maltzan, projette maintenant de construire une nouvelle laiterie conforme aux sévères directives de l'UE en vigueur. Encore un pari risqué, également sur le plan financier. Ce sera la plus petite laiterie allemande en conformité avec ces normes.

Les gens de Brodowin ont également trouvé des débouchés. Ils ont mis au point un système d'abonnement à des paniers: par Internet ou téléphone les clients peuvent acheter régulièrement certains produits, par exemple toutes les semaines ou 3 semaines, ou tous les mois, comme ils veulent. L'éventail ne recouvre pas seulement les fruits, légumes, viandes et produits laitiers de la ferme, mais aussi des denrées vendues par Terra, un grossiste bio de Berlin. Le client peut ainsi acheter sans sortir de chez lui des produits écologiques allant des pommes aux couches de bébé en passant par les spaghettis. Il peut chaque semaine actualiser commodément ses choix par Internet ou téléphone, par exemple commander un peu

moins de lait ou un poulet en plus, ou encore – des paquets de farine prêt à l'emploi très prisés. A Brodowin son panier parcourt alors tous les rayons, accompagné par un programme d'ordinateur qui enregistre la commande et les produits déjà ajoutés au panier. Les paniers bio sont ensuite livrés par camion réfrigéré, les marchandises réparties à Berlin entre cinq transporteurs qui les livrent à domicile. 1500 clients se font ainsi livrer régulièrement, la plupart sur Berlin.

Les clients peuvent se rendre à Brodowin n'importe quand pour voir comment sont produits leurs aliments. La boutique de la ferme est particulièrement séduisante; nous y avons acheté beaucoup trop de choses, tellement les offres sont alléchantes. La grande fête de la ferme, en été, accueille environ 1000 participants, pour la plupart des clients berlinois.

Nous voulons savoir si la crise a fait baisser les ventes. Pas pour le moment, nous répond-on. Leurs clients préfèrent économiser sur autre chose que sur une nourriture saine.

Un tourisme respectueux de l'environnement

L'agriculture s'accorde merveilleusement à un tourisme respectueux de l'environnement. Visant à maintenir à la fois l'économie et l'écologie dans la région, l'Association Ecovillage de Brodowin a cherché et trouvé les moyens d'y attirer un tourisme respectueux de l'environnement. Ses membres, avec en tête le curé Rau, ont créé des chemins de randonnée, des sentiers de découverte de la nature avec des jolies pancartes qui informent les randonneurs sur la faune et la flore; des pistes cyclables, des lieux de baignade, et même des terrains de camping merveilleusement situés accueillent ceux qui cherchent détente et repos. Le curé Rau nous raconte qu'on apprend aux campeurs comment respecter la nature et l'environnement. «Une écologie «chimiquement pure» faisant l'impasse sur l'humain est vouée à l'échec» nous dit-il. L'être humain a besoin de détente et fait

partie de la nature. Dans le concept mis en œuvre à Brodowin les deux ont leur place – et même la réserve biologique accueille des campeurs.

Succès sur toute la ligne: un faible taux de chômage

La Société Ecovillage emploie 70 personnes, dont 15 saisonniers. C'est beaucoup pour un village de 400 habitants. Le taux de chômage est en conséquence: 3,5% contre 13 à 14% pour l'ensemble du Brandebourg. Dans la plupart des régions d'Allemagne orientale, nous trouvons des maisons vides, en ruine, des tronçons de route abandonnés, les habitants ayant, faute de perspectives, émigré dans l'ouest du pays ou à l'étranger. Il n'en va pas de même à Brodowin. Nous avons découvert un village vivant, accueillant même de nouveaux arrivants et comptant plus de jeunes que la moyenne.

Quatre jours plus tard et après de passionnantes discussions avec le curé Rau, le directeur Ludolf von Maltzan, des collaborateurs de la ferme Déméter et nos hôtes nous sommes repartis. Comme si souvent déjà en Allemagne orientale nous avons trouvé à Brodowin des citoyens qui ne se contentent pas d'attendre que «les cailles leur tombent toutes rôties», une calomnie dont sont sans cesse victimes les Allemands d'ex-RDA. Ces hommes et femmes ont pris leur destin en main, ont réussi à trouver un accord malgré leurs divergences, à faire un pari risqué en dépit de circonstances hostiles. Le succès a couronné leurs efforts: ils ont accompli une grande œuvre, pour les familles de Brodowin, la région, notre nourriture à tous et la conservation de la nature. Un bon nombre a dû changer complètement d'orientation, faire du nouveau, comme Peter Krenz: cet ingénieur agronome qui pendant des décennies avait mené une existence assurée de cadre dirigeant s'est engagé dans une voie radicalement neuve, a consulté des experts et s'est

Suite page 8

D'anciennes variétés pour de nouvelles utilisations

La variété de pommes *Uttwiler Spätlauber*, remède miracle contre le vieillissement de la peau, la *Blaue St. Galler*, croisement de deux variétés anciennes de pommes de terre qui donne de magnifiques chips bleues, voilà deux exemples montrant que l'on découvre constamment dans d'anciennes variétés de plantes utilitaires de nouvelles vertus qui répondent à des besoins nouveaux.

Pendant longtemps, l'*Uttwiler Spätlauber* a vécu dans l'ombre: elle n'était ni particulièrement belle ni agréablement sucrée. Au contraire, elle était extrêmement acide. En revanche, cette variété dont on a pu prouver l'existence autour de 1750 dans le canton de Thurgovie, se conserve très longtemps sans se rider, mais comme les consommateurs n'étaient pas amateurs de pommes acides et pas belles à voir, la variété a quasiment disparu: il n'en subsiste que quelques arbres.

ProSpecieRara s'y intéresse depuis une quinzaine d'années et a empêché sa disparition. Des cosméticiens malins ont entendu parler de ses vertus et sont venus, il y a cinq ans, cueillir ces pommes dans le verger *ProSpecieRara* d'*Hansrudolf Schweizer*. Depuis, ils ont développé un produit dont ils vantent les vertus miraculeuses contre le vieillissement de la peau. Selon un article paru dans *Vogue*, même *Michelle Obama* utiliserait ce produit. Ainsi, cette pomme autrefois méprisée a fait la couverture du magazine américain.

Croisement d'anciennes variétés

Il existe depuis longtemps des pommes de terre bleues, mais il n'y en avait pas encore qui ne brunissent pas quand on les frit, jusqu'à ce que *Christophe Gämperli*, directeur de la coopérative semencière saint-galloise essaie de combler cette lacune. Il a croisé la *Bleue de Suède* et la *Frühkartoffel Prättigau*, deux variétés conservées par *ProSpecieRara*. Après de longues années de récoltes, d'essais et de contrôles officiels, cette nouvelle variété, baptisée *Blaue St. Galler*, a été portée sur la liste nationale des variétés commercialisées. Rapidement, des producteurs en ont fabriqué des chips bleues. Depuis, les quantités cultivées augmentent d'année en année afin de satisfaire la demande de ces excellentes chips.

Du jus de pommes pour le système immunitaire

Il existe d'autres exemples d'anciennes variétés de plantes utilitaires qui sont recherchées aujourd'hui pour diverses raisons: retour à la tradition, découverte de nouvelles propriétés, goût pour des produits raffinés qui sortent de l'ordinaire.

Ainsi, on a constaté que d'anciennes variétés de pommes possédaient de nombreux composés phénoliques. Elles produisent certes une sensation râpeuse sur la langue mais elles ont un effet positif sur le système immunitaire. Et de nombreuses variétés anciennes ont une teneur en vitamine C su-



«Uttwiler Spätlauber» (photo ProSpecieRara)

périeure aux nouvelles. Si elles ne sont pas forcément faites pour être croquées, il est recommandé d'en boire le jus.

D'anciennes variétés de légumes également, comme la betterave *Chioggia* aux anneaux rouges et blancs, la tomate *Orange à gros fruits* ou la bette rouge *Feurio* sont de plus en plus appréciées. Les consommateurs ne se contentent plus de fruits et de légumes les meilleur marché produits en grandes quantités, ils veulent trouver dans leurs assiettes une diversité presque infinie de formes et de saveurs.

ProSpecieRara, protectrice de la diversité

Depuis 27 ans déjà, *ProSpecieRara* s'engage en faveur de la diversité des plantes cultivées et des animaux de rente. Cette Fondation sauvegarde les espèces rares non pas seulement par nostalgie mais pour constituer un réservoir vivant de propriétés aux utilisations nouvelles. «Nous sommes persuadés, déclare *Béla Bartha*, directeur de *ProSpecieRara*, que dans de nombreuses variétés de races animales et de végétaux sommeillent des vertus que nous ignorons aujourd'hui mais qui pourraient se révéler très précieuses à l'avenir. Lorsqu'une variété disparaît, toutes ses propriétés sont perdues pour les générations futures.»

Actuellement, la Fondation s'occupe de la sauvegarde de 26 races d'animaux d'élevage, de 2200 variétés de fruits, de 900 variétés de légumes ainsi que de nombreuses plantes d'ornement.

Communiqué de presse du 11/11/09
nicole.egloff@prospecierara.ch (Tél.: 062 832 08 20)
(Traduction *Horizons et débats*)

ProSpecieRara ...

- sauvegarde la diversité des plantes de culture et des animaux de rente,
- obtient et partage le savoir et les valeurs culturelles liées aux espèces et races traditionnelles,
- permet à tous l'accès aux semences et aux animaux d'élevage,
- rend les espèces et races en danger plus fortes grâce à l'encouragement de la mise sur le marché des spécialités,
- contribue de manière importante à la sécurité de notre approvisionnement en aliments par la conservation des plantes de culture et la diversité des animaux de rente.

Source: www.prospecierara.ch



Grande variété de tomates. (photo ProSpecieRara)

«L'écovillage de Brodowin ...»

suite de la page 7

même adapté à un nouveau directeur administratif, mérite notre respect. Il a apporté toute son expérience professionnelle et pourtant a dû changer de fond en comble. Ludolf von Maltzan, qui a repris l'exploitation il y a 3 ans et demi et s'investit énormément dans sa tâche de directeur, nous a également fait forte impression. Lui aussi est confronté à un bon nombre de difficultés, par exemple la quasi-impossibilité d'établir un bail de plus d'un an sur les surfaces cultivées, qui fait peser de lourdes incertitudes sur la planification. C'est lui qui a fait de la boutique de la ferme le petit bijou que nous avons découvert.

Beaucoup d'autres ont participé à ce projet, à l'Est et à l'Ouest. Par exemple un spécialiste de biologie marine renommé de l'ex-RDA, qui pendant des années s'est inlassablement battu pour le projet. Ou encore le *Comte Fink von Finkenstein*, un agriculteur bio de Rhénanie-Nord-Westphalie, qui a lui aussi mis ses connaissances et son travail au service de Brodowin.

De toute évidence nous ne sommes pas les seuls à admirer le projet. Des délégations venues de Chine, d'Israël, d'Amérique et de nombreuses autres régions du monde se rendent au village pour en tirer des enseignements.

Bien sûr le projet ne peut être reproduit à l'identique. On ne peut pas refaire ailleurs ex-

actement la même chose. Mais que des individus puissent réaliser quelque chose, s'ils le veulent vraiment, et collaborer sans qu'on leur impose une tâche «d'en haut» – oui, cela donne à réfléchir.

Informations supplémentaires: www.brodowin.de

¹ Unesco-Biosphärenreservat Schorfheide-Chorin, [Réserve naturelle de la tourbière de Khorin, inscrite au patrimoine de l'Unesco], www.unesco.de

² LPG, *Landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaft* [Coopérative agricole de production]: en RDA les paysans ont dû regrouper la plus grande partie de leurs terres et de leur bétail dans des LPG; les paysans devenant des «camarades» qui travaillaient en commun à la Coopérative.

³ «La *Treuhand* était une institution allemande de droit public créée par la RFA à la dernière époque de la RDA pour la privatisation et le passage à l'économie de marché des entreprises avec le statut de «propriétés du peuple», et en cas d'impossibilité, de les fermer et d'assurer leur efficacité et leur compétitivité» (§ 8 de la constitution de la *Treuhand*). Dans le cadre des privatisations, on a assisté à des détournements de subventions et à des actes de criminalité économique. (Source: *wikipédia*). Nous en profitons pour vous recommander «Die blaue Liste» [La liste bleue] de Schorlau, un roman policier qui fournit d'intéressantes révélations sur cette organisation.

⁴ «Lebensreform» désigne un mouvement de réforme en Allemagne et en Suisse à la fin du XIX^e siècle qui influença de nombreuses communautés jusqu'au milieu du XX^e siècle. Le mouvement était principalement critique de l'urbanisation et de l'industrialisation et son slogan était «retour à la nature». A l'instar du mouvement hippie des années 1960 aux Etats-Unis dont il apparaît comme un précurseur, il n'avait pas d'organisation particulière. (Source: *wikipédia*)

**Cherchez-vous une idée pour un cadeau de Noël?
Pourquoi pas un abonnement-cadeau à Horizons et débats!**

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative *Zeit-Fragen* qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich